

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

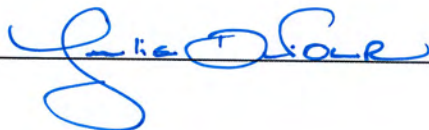
Ville de Lorraine | 73025 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Dufour, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature



Date 1 juin 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	47
Analyse des charges consolidées	59

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Lorraine**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Lorraine** (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Lorraine** au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autre point

Les états financiers de la Ville de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 ont été audités par la même auditrice qui auparavant, était associée à un autre cabinet et qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée le 1er mai 2020.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Lorraine** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 1er juin 2021

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget		Réalizations	
		2020	2020	2020	2019
Revenus					
Taxes	1	14 609 104	14 674 072	14 234 155	
Compensations tenant lieu de taxes	2	155 000	159 806	156 602	
Quotes-parts	3				
Transferts	4	516 063	4 913 146	1 001 745	
Services rendus	5	391 899	272 717	473 155	
Imposition de droits	6	886 275	2 045 032	1 390 382	
Amendes et pénalités	7	471 825	573 579	500 169	
Revenus de placements de portefeuille	8	167 304			
Autres revenus d'intérêts	9	13 373	162 447	228 658	
Autres revenus	10		3 193 738	91 745	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11				
Effet net des opérations de restructuration	12				
	13	17 210 843	25 994 537	18 076 611	
Charges					
Administration générale	14	3 136 611	3 136 889	2 970 976	
Sécurité publique	15	3 750 074	3 901 420	3 657 920	
Transport	16	2 858 686	2 776 363	3 016 418	
Hygiène du milieu	17	3 665 565	3 542 351	3 693 521	
Santé et bien-être	18				
Aménagement, urbanisme et développement	19	405 073	525 923	382 656	
Loisirs et culture	20	3 409 827	2 879 605	3 326 442	
Réseau d'électricité	21				
Frais de financement	22	632 094	616 949	700 948	
Effet net des opérations de restructuration	23				
	24	17 857 930	17 379 500	17 748 881	
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(647 087)	8 615 037	327 730	
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice					
Solde déjà établi	26		35 417 477	35 115 252	
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			(25 505)	
Solde redressé	28		35 417 477	35 089 747	
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		44 032 514	35 417 477	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	12 122 717	3 325 425
Débiteurs (note 5)	2	7 200 865	7 033 345
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	147 304	132 721
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	19 470 886	10 491 491
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 050 672	2 733 427
Revenus reportés (note 12)	12	3 170 613	70 417
Dette à long terme (note 13)	13	19 794 671	20 723 778
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	237 874	296 647
Autres passifs (note 14)	15		
	16	26 253 830	23 824 269
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(6 782 944)	(13 332 778)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	50 647 771	48 554 384
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		
Stocks de fournitures	20	10 848	12 145
Autres actifs non financiers (note 18)	21	156 839	183 726
	22	50 815 458	48 750 255
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	44 032 514	35 417 477

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(647 087)	8 615 037	327 730
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	5 880 000)	4 416 027)	1 491 827)
Produit de cession	3		17 773	1 983
Amortissement	4	2 092 600	2 276 549	2 214 338
(Gain) perte sur cession	5		(16 122)	(1 983)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(3 787 400)	(2 137 827)	722 511
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		1 297	5 818
Variation des autres actifs non financiers	11		31 732	(59 493)
	12		33 029	(53 675)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14		39 595	3 913
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(4 434 487)	6 549 834	1 000 479
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(13 332 778)	(14 333 257)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(13 332 778)	(14 333 257)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(6 782 944)	(13 332 778)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 615 037	327 730
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	2 276 549	2 214 338
Autres			
▪ Gain sur disposition et autres	3	(15 642)	(1 983)
▪ Écart de consolidation	4	25 813	(39 020)
	5	10 901 757	2 501 065
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(210 560)	45 285
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	360 410	(200 273)
Revenus reportés	9	3 100 196	13 704
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(58 481)	(2 223)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	1 297	5 818
Autres actifs non financiers	13	26 873	(59 493)
	14	14 121 492	2 303 883
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 416 027)	(1 491 827)
Produit de cession	16	17 773	1 983
	17	(4 398 254)	(1 489 844)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(41 460)	(41 461)
Remboursement ou cession	19	26 394	8 745
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(15 066)	(32 716)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 629 716	6 888 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 552 973)	(8 915 401)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	12 377	46 123
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(910 880)	(1 981 278)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	8 797 292	(1 199 955)
Solde déjà établi	31	3 325 425	4 525 380
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	3 325 425	4 525 380
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	12 122 717	3 325 425

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Lorraine est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et Villes (LRQ, c C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles, les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lorraine. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes avec qui elle a signée des partenariats. Cette consolidation inclut les régies intermunicipales suivantes :

- La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville est consolidée à un taux de 12,34 % pour les résultats et à un taux de 12,34 % pour l'état de la situation financière;
- La Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine est consolidée à un taux de 29,25 % pour les résultats et à un taux de 41,20 % pour l'état de la situation financière.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé des quotes-parts et des sommes pour l'achat de services en vertu d'ententes à des organismes municipaux et supramunicipaux.

	Montant (\$)	Consolidé (O/N)
M.R.C DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	92 600 \$	N
VILLE DE ROSEMÈRE (EAU)	562 801 \$	N
VILLE DE BOIS DES FILION (INCENDIE)	529 716 \$	N

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

VILLE DE BOIS DES FILION (D.D.D.)	92 442 \$	N
RÉGIE INTERMUNICIPALE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DE ROSEMÈRE ET DE LORRAINE	428 366 \$	O
RÉGIE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	2 502 472 \$	O
AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN	537 284 \$	N

De plus, elle est solidairement et conjointement responsable de la dette de la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine pour un montant de 35 933 \$ et de la dette de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville pour un montant de 211 571 \$.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Lorraine, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses pour les débiteurs, la durée de vie utile des immobilisations, la provision à l'égard des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Placement de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées indiquées ci-dessous :

Infrastructures	Variant de 15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	Variant de 5 à 20 ans
Ameublement et équipements de bureau	Variant de 4 à 10 ans
Machinerie, outillages et équipements	Variant de 4 à 20 ans
Améliorations locatives	Durée restante de l'entente

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants encaissés et relatifs à une période subséquente sont comptabilisés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

La Ville utilise la méthode de la comptabilisation d'exercice. Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brut et tenant compte des critères de constatation suivants :

-Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

-Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

-Les taxes et tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluation;

-Les revenus de quotes-parts sont constatés dans l'exercice auquel ils se rapportent;

-Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

-Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

-Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;

- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'il sont gagnés.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville et la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- Avantages sociaux futurs :

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	12 122 717	3 325 425
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	12 122 717	3 325 425
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	1 540 600	6 888 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	2 250 906	2 105 808
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 173 494	4 111 147
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	154 867	493 998
Organismes municipaux	15	331 592	22 792
Autres			
▪ Divers	16	91 086	77 400
▪ Amendes	17	198 920	222 200
	18	7 200 865	7 033 345
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	3 412 897	3 671 319
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	3 412 897	3 671 319
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	429 026	424 344

Note

La provision pour créances douteuses est établie en fonction de l'âge des amendes à recevoir de la façon suivante :

1^{ère} année : 10 %

2^e année : 40 %

3^e année : 70%

4^e année : 90%

5^e année et les suivantes : 100%

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

7. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	147 304	132 721
Autres placements	31		
	32	147 304	132 721
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	(480)	(1 616)

Note

Entente concernant l'achat en commun d'assurances dommages des villes et régies des MRC Mirabel et Thérèse-De Blainville et ville de St-Eustache.

Les membres participants bénéficient d'une réduction de prime découlant du regroupement et de la franchise collective.

La quote-part de la franchise collective versée annuellement constitue un placement à titre d'investissement et cette somme est gardée dans un compte en fidéicommiss chez Desjardins valeurs mobilières.

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(237 874)	(296 647)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(237 874)	(296 647)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	245 442	294 177
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	237 191	214 289
Régimes de retraite des élus municipaux	42	43 615	41 254
	43	526 248	549 720

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville a négociée un prêt à demande avec la Banque Nationale d'un montant de 18 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base de la Banque Nationale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Ce prêt à demande a pour objet de financer temporairement les dépenses liées au règlement d'emprunt B-297.

Au 31 décembre 2020, le solde de ce prêt à demande était à 0\$.

La Ville dispose également d'une facilité de crédit MasterCard d'un montant total de 57 000 \$.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

La régie de police bénéficie d'un prêt à demande renouvelable d'un montant de 2 000 000 \$ portant intérêt sur avances au taux de base de la BMO moins 1/2 pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus, une facilité de crédit Master Card d'un montant de 50 000\$ est aussi disponible.

Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

Régie intermunicipale des eaux de Rosemère et Lorraine :

La Régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 50 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2020, cette marge n'était pas utilisée (0 \$ en 2019).

11. Crédeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	892 037	662 049
Salaires et avantages sociaux	48	935 213	842 635
Dépôts et retenues de garantie	49	355 986	313 814
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Autres courus	51	435 176	553 712
▪ Organismes municipaux	52	325 723	253 719
▪ Intérêt sur dette à L.T	53	105 020	107 498
▪ Gouvernement du Québec	54	1 517	
▪	55		
	56	3 050 672	2 733 427

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	4 244	8 535
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Revenus différés - Loisirs	67	11 420	61 882
▪ Transferts	68	3 154 949	
▪	69		
▪	70		
	71	3 170 613	70 417

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,36	3,20	2025	2040	72	19 818 995	20 760 479
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	19 818 995	20 760 479
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(24 324)	(36 701)
					82	19 794 671	20 723 778

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	1 766 922			1 766 922
2022	84	1 734 719			1 734 719
2023	85	1 575 891			1 575 891
2024	86	1 478 598			1 478 598
2025	87	1 491 800			1 491 800
2026 et plus	88	11 771 065			11 771 065
	89	19 818 995			19 818 995
Intérêts et frais accessoires	90		()	()	
	91	19 818 995			19 818 995

Note

14. Autres passifs

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

15. Actifs financiers nets (dette nette)

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99 (6 782 944)	(13 332 778)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 () ()	() ()
Autres	101 () ()	() ()
	102 (6 782 944)	(13 332 778)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103				
Eaux usées	104	871 080		1 477	869 603
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	29 869 728	332 750		30 202 478
Autres					
▪ Autres infrastructures	106	36 263 643	3 487 988		39 751 631
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	13 422 950	9 415	6 561	13 425 804
Améliorations locatives	110	55 393	1 157	1 594	54 956
Véhicules	111	1 000 602	62 930	19 360	1 044 172
Ameublement et équipement de bureau	112	2 298 019	108 540	13 594	2 392 965
Machinerie, outillage et équipement divers	113	2 940 165	130 813	7 325	3 063 653
Terrains	114	3 697 070	210 000	72	3 906 998
Autres	115				
	116	90 418 650	4 343 593	49 983	94 712 260
Immobilisations en cours	117	2 075 710	72 434	36	2 148 108
	118	92 494 360	4 416 027	50 019	96 860 368
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119				
Eaux usées	120	424 683	15 435	(5 584)	445 702
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	11 131 847	730 270	(46 045)	11 908 162
Autres					
▪ Autres infrastructures	122	21 834 447	962 219	46 045	22 750 621
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	5 488 368	311 696	(24 802)	5 824 866
Améliorations locatives	126	32 600	6 418	1 572	37 446
Véhicules	127	681 591	71 830	17 635	735 786
Ameublement et équipement de bureau	128	2 051 233	64 827	13 566	2 102 494
Machinerie, outillage et équipement divers	129	2 295 207	113 854	1 541	2 407 520
Autres	130				
	131	43 939 976	2 276 549	3 928	46 212 597
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	48 554 384			50 647 771
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

	2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	
Immeubles industriels municipaux	137	
Autres	138	
	139	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2020	2019
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	142	40 933
▪	143	29 242
▪	144	
Autres		
▪ Frais de refinanc. reportés	145	115 906
▪	146	154 484
	147	183 726

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville et les organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable se sont engagés pour les cinq années futures pour une somme globale de 16 879 617\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2021	-	5 979 172 \$
2022	-	5 670 417 \$
2023	-	2 458 376 \$
2024	-	2 536 348 \$
2025	-	235 303 \$

20. Droits contractuels

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

Selon l'entente liée au programme Accès Cannabis, la régie s'est engagée à la fourniture de services policiers en contrepartie du remboursement des salaires réels. Les revenus estimatifs pour la durée de l'entente s'élèvent à 21 950 \$ pour le prochain exercice.

21. Passifs éventuels

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014,

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. A titre informatif, le rétablissement intégral de l'indexation automatique des rentes des participants retraités aurait pour effet d'augmenter la valeur des obligations constituées d'un montant estimé à 2 200 000 \$ du 31 décembre 2020.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

s/o

B) Auto-assurance

Au cours de l'exercice 2003, la Ville a adhéré au fonds de garantie du Regroupement Thérèse-De Blainville pour l'achat en commun d'assurances de dommages. Pour l'exercice 2020, la Ville a déboursé une quote-part de 39 932 \$.

C) Poursuites

La Ville de Lorraine fait l'objet de diverses poursuites, réclamations et causes d'expropriation pour des montants totaux de 17 607 517 \$. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces poursuites, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée au rapport financier. Advenant un accueil favorable de certaines de ces poursuites, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

La Ville fait l'objet d'une requête en dommages pour des travaux de stabilisation des sols. Le dossier est pris en charge par les assureurs. Un débours pour la franchise est à prévoir.

De plus, la Ville a reçu une requête en dommages liés en perte de valeur foncière de 263 197 \$ due au changement de cartographie du gouvernement provincial pour les zones potentiellement exposées au glissement de terrains. Le

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

montant réclamé a été réduit suivant la dernière modification de la demande. Le dossier est pris en charge par les assureurs. Selon la direction, les risques que la Ville soit condamnée au plein montant réclamé sont faibles. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de cette poursuite, aucune provision n'a été comptabilisée au rapport financier.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine :

La Régie a reçu, au cours de l'exercice, une demande introductive d'instance pour des dommages causés par l'eau survenus en 2019, pour un montant de 106 494 \$. La Régie conteste le bien-fondé de cette réclamation.

À la date de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir le dénouement de ce dossier juridique.

Si la Régie devait déboursier une somme à l'égard de cette réclamation, la charge qui en résulterait serait comptabilisée dans l'exercice alors en cours.

D) Autres

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non-respect de la convention collective ont été déposés par la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville ou le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4708 pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comporte une comparaison des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

25 Données comparatives :

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2020.

26 Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers :

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La Ville a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste mais l'accès aux citoyens a été restreint.

La Ville n'a pas subi de perte de revenus en décembre 2020 comparativement à décembre 2019 et certaines charges de fonctionnement ont été réduites suite au report de certains projets et le ralentissement des activités dû à la pandémie.

La Ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice puisqu'une subvention de 885 628 \$ a été reçue du gouvernement en lien à la COVID-19 et des revenus supplémentaires entre autres liés aux droits de mutation immobilière viendront combler un manque à gagner lié aux revenus de location du centre communautaire.

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville :

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La régie a poursuivi ses activités malgré la pandémie considérant qu'elle fait partie des services essentiels et la direction a dû s'adapter à l'évolution constante des directives gouvernementales visant à assurer la sécurité de la population. Tous les employés sont demeurés en poste.

La régie n'a pas subi de perte de revenus en décembre 2020 comparativement à décembre 2019 sauf en ce qui concerne principalement les amendes, les intérêts et certains services rendus. Ceux-ci ont diminué respectivement de 605 491\$, 49 311\$ et 44 610\$. La circulation sur les routes ayant été réduite pendant une grande partie de l'année, la baisse des taux d'intérêt et la fermeture des écoles et des commerces dans le cadre de la pandémie expliquent ces diminutions.

Les charges de fonctionnement ont augmenté au niveau du surtemps et dans certains postes d'entretien et d'équipements suite à la mise en place de mesures sanitaires. Par contre, elles ont diminué dans d'autres postes comptables suite à l'annulation de congrès, formation, et suite à la baisse du coût de l'essence. Ces écarts ne sont pas significatifs.

La régie prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice puisque les villes membres ont effectué une contribution spéciale en 2020 de 880 000\$.

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et Lorraine :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La Régie a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste.

La Régie n'a pas subi de perte de revenus en décembre 2020 comparativement à décembre 2019 et les charges de fonctionnement ont été maintenues au même niveau pour les deux exercices.

La Régie ne prévoit aucun impact sur ses résultats et ses flux de trésorerie au cours du prochain exercice.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
 EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	14 234 155	14 609 104	14 674 072	14 674 072			14 674 072
2 Compensations tenant lieu de taxes	156 602	155 000	159 806	159 806			159 806
3 Quotes-parts						2 930 838	
4 Transferts	489 752	500 441	1 486 318	1 486 318		3 319	1 489 637
5 Services rendus	322 157	283 360	132 655	132 655		140 062	272 717
6 Imposition de droits	1 390 382	886 275	2 045 032	2 045 032			2 045 032
7 Amendes et pénalités	58 546	40 000	216 459	216 459		357 120	573 579
8 Revenus de placements de portefeuille							
9 Autres revenus d'intérêts	205 833	156 200	155 293	155 293		7 154	162 447
10 Autres revenus	37 786	13 250	2 866 736	2 866 736		117 002	2 983 738
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	16 895 213	16 643 630	21 736 371	21 736 371		3 555 495	22 361 028
Investissement							
13 Taxes							
14 Quotes-parts							
15 Transferts	492 589		3 423 509	3 423 509			3 423 509
16 Imposition de droits							
17 Autres revenus							
18 Contributions des promoteurs			210 000	210 000			210 000
19 Autres							
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	492 589		3 633 509	3 633 509			3 633 509
21	17 387 802	16 643 630	25 369 880	25 369 880		3 555 495	25 994 537
Charges							
22 Administration générale	2 841 974	3 007 609	2 999 132	2 999 132	137 757		3 136 889
23 Sécurité publique	3 062 844	3 169 004	3 424 455	3 424 455	17 227		3 901 420
24 Transport	2 181 125	2 023 393	1 924 533	1 924 533	851 830	2 961 854	2 776 363
25 Hygiène du milieu	3 033 459	3 109 424	2 890 977	2 890 977	477 287		3 542 351
26 Santé et bien-être							
27 Aménagement, urbanisme et développement	224 825	247 242	281 202	281 202	244 721		525 923
28 Loisirs et culture	2 970 673	3 054 058	2 529 870	2 529 870	349 735		2 879 605
29 Réseau d'électricité							
30 Frais de financement	642 153	578 000	575 864	575 864		41 085	616 949
31 Effet net des opérations de restructuration							
32 Amortissement des immobilisations	1 964 978	1 964 978	2 078 557	2 078 557	2 078 557		
33	16 922 031	17 153 708	16 704 590	16 704 590		3 552 150	17 379 500
34	465 771	(510 078)	8 665 290	8 665 290		3 345	8 615 037
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	465 771	(510 078)	8 665 290	3 345	8 615 037	
Moins : revenus d'investissement	2	(492 589)	()	(3 633 509)	()	(3 633 509)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(26 818)	(510 078)	5 031 781	3 345	4 981 528	
CONCILIATION A DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	1 964 978	1 964 978	2 078 557	197 992	2 276 549	
Produit de cession	5			16 306	1 467	17 773	
(Gain) perte sur cession	6			(16 306)	184	(16 122)	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
Propriétés destinées à la revente	8	1 964 978	1 964 978	2 078 557	199 643	2 278 200	
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	5 401		26 393	480	26 873	
	15	5 401		26 393	480	26 873	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 510 099)	(1 451 418)	(1 452 187)	(41 912)	(1 494 099)	
	18	(1 510 099)	(1 451 418)	(1 452 187)	(41 912)	(1 494 099)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(182 327)	(40 000)	(632 431)	(22 569)	(655 000)	
Excédent (déficit) accumulé	20	52 450			26 325	26 325	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	126 433			90 466	90 466	
Réserves financières et fonds réservés	22	151 110	26 518	(145 500)		(145 500)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	51 341	10 000	10 945	(17 256)	(6 311)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	199 007	(3 482)	(766 986)	76 966	(690 020)	
	26	659 287	510 078	(114 223)	235 177	120 954	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	632 469		4 917 558	238 522	5 102 482	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
 EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	492 589	3 633 509		3 633 509
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(102 326)	71 985	(19 234)	(91 219)
Sécurité publique	3	()	()	45 961	45 961
Transport	4	(729 848)	240 886	()	240 886
Hygiène du milieu	5	(381 613)	93 017	(30 625)	(123 642)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(6 919)	3 612 210	()	3 612 210
Loisirs et culture	8	(186 101)	302 109	()	302 109
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(1 406 807)	4 320 207	(95 820)	(4 416 027)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Emission ou acquisition	12	(39 932)	39 932	(1 528)	(41 460)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13		403 757	57 618	461 375
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	182 327	632 431	22 569	655 000
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	502 414			502 414
Excédent de fonctionnement affecté	16	284 915	55 540		340 455
Réserves financières et fonds réservés	17	77 847			77 847
	18	1 047 503	687 971	22 569	1 758 043
	19	(399 236)	(3 268 411)	(17 161)	(3 684 808)
	20	93 353	365 098	(17 161)	441 290
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
 AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2019		2020		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
1 Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	2 499 614	11 333 596	789 121	12 122 717	
2 Débiteurs (note 5)	6 755 357	6 817 576	527 796	7 200 865	
3 Prêts (note 6)					
4 Placements de portefeuille (note 7)	129 712	143 250	4 054	147 304	
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
7 Autres actifs financiers (note 9)	9 384 683	18 294 422	1 320 971	19 470 886	
PASSIFS					
9 Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
10 Emprunts temporaires (note 10)					
11 Crédoiteurs et charges à payer (note 11)	2 369 911	2 612 880	582 299	3 050 672	
12 Revenus reportés (note 12)	70 417	3 170 613		3 170 613	
13 Dette à long terme (note 13)	20 510 178	19 620 085	174 586	19 794 671	
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)			237 874	237 874	
15 Autres passifs (note 14)					
16	22 950 506	25 403 578	994 759	26 253 830	
17	(13 565 823)	(7 109 156)	326 212	(6 782 944)	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
18 Immobilisations (note 16)	45 590 364	47 832 014	2 815 757	50 647 771	
19 Propriétés destinées à la revente (note 17)					
20 Stocks de fournitures	12 145	10 848		10 848	
21 Autres actifs non financiers (note 18)	171 051	139 319	17 520	156 839	
22	45 773 560	47 982 181	2 833 277	50 815 458	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
23 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	2 442 702	4 921 011	597 533	5 518 544	
24 Excédent de fonctionnement affecté	1 589 596	3 973 305	83 406	4 056 711	
25 Réserves financières et fonds réservés	354 500	515 282	49 351	564 633	
26 (Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir)	(154 621)	(141 141)	(128 807)	(269 948)	
27 Financement des investissements en cours	(645 166)	(295 349)	(85 956)	(381 305)	
28 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28 620 726	31 899 917	2 643 962	34 543 879	
29 Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
30	32 207 737	40 873 025	3 159 489	44 032 514	
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	3 905 844	3 619 838	5 646 899	5 624 154
Charges sociales	2	851 791	826 486	1 318 314	1 301 420
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3		108 573	592 791	9 802
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	1 354 757	1 292 768	1 292 768	1 951 049
Autres biens et services	6	4 685 435	4 261 790	4 519 910	4 848 173
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	411 500	422 494	427 329	433 499
D'autres organismes municipaux					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	99 500	93 454	93 462	119 736
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	67 000	59 916	96 158	147 713
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	3 812 903	3 765 714	888 474	1 044 280
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16			16 929	15 304
Amortissement des immobilisations	17	1 964 978	2 078 557	2 276 549	2 214 338
Autres					
▪ Réclamation de dommage	18		175 000	181 169	6 193
▪ Créances douteuses	19			28 269	31 605
▪ Autres	20			479	1 615
	21	17 153 708	16 704 590	17 379 500	17 748 881

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 518 544	2 960 768
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 056 711	1 680 151
Réserves financières et fonds réservés	3	564 633	354 500
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	269 948)	(300 922)
Financement des investissements en cours	5	(381 305)	(701 510)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	34 543 879	31 424 490
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	44 032 514	35 417 477
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 921 011	2 442 702
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	597 533	518 066
	11	5 518 544	2 960 768
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget et projets	12	3 587 444	1 203 735
▪ Transport en commun	13	385 861	385 861
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	3 973 305	1 589 596
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget - exercice sub.	22	83 406	90 555
▪	23		
▪	24		
	25	83 406	90 555
	26	4 056 711	1 680 151

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	500 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	49 351
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	15 282
Organismes contrôlés et partenariats	40	86 638
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement		
Fonds local de solidarité		
Autres	45	
▪	46	
	47	564 633
	48	354 500
	48	564 633
		354 500

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	55 027)(
Autres	52 (	73 780)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 (	128 807)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 (	128 807)(
		145 978)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		324)
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
		324)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	24 872)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪ Toiture centre culturel	72 (	141 141)(
▪	73 ()(
	74 (	166 013)(
		184 438)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	24 872
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	29 818
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	24 872
	81 (	269 948)(
		300 922)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 132 579	172 602
Investissements à financer	83 (513 884)	(874 112)
	84 (381 305)	(701 510)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 50 647 771	48 554 384
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 147 304	132 721
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 50 795 075	48 687 105
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 50 795 075	48 687 105
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (19 794 671)	(20 723 778)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (24 324)	(36 701)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 3 412 897	3 671 319
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 166 013	184 438
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 (351)	(347 134)
	98 (16 240 436)	(17 251 856)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (10 760)	(10 759)
	100 (16 251 196)	(17 262 615)
	101 34 543 879	31 424 490

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Régie intermunicipale de Police Thérèse-De Blainville

Dispositions:

1. Date d'entrée en vigueur du régime

Le 31 décembre 2003.

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale

A l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative

i) Policiers et cadres

Tout participant actif peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge le plus tôt entre :

- l'âge de 60 ans;

- l'âge obtenu lorsque les années de service et l'âge totalisent 85 (règle du 85).

- Si le participant n'est pas un ancien participant au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Boisbriand et que la règle de 85 est atteinte avant le 1er janvier 2005, l'âge minimal est de 58 ans pour les années de service antérieures au 1er juillet 2005.

- Si le participant n'est pas un ancien participant au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Boisbriand et que la règle de 85 est atteinte après le 31 décembre 2004, mais avant le 1er janvier 2011, l'âge minimal est de 54 ans pour les années de service antérieures au 1er juillet 2005.

ii) Autres participants

a) Pour les années de services reconnus entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2006 :

Tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge de 60 ans.

b) Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2007 :

Tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge le plus tôt entre :

- l'âge de 60 ans; et

- l'âge obtenu lorsque les années de service et l'âge totalisent 90 (règle du

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

90).

c) Date de la retraite anticipée

i) Policiers et cadres

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55^e anniversaire de naissance. Sa rente est alors réduite entre l'âge atteint et la date de la retraite facultative par équivalence actuarielle.

ii) Autres participants

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55^e anniversaire de naissance. Sa rente est alors réduite de ½ % par mois (6 % par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de retraite anticipée et la date de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Policiers et cadres

Relativement aux années de services antérieures au 1er juillet 2005

i) Rente de base

- 2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite limitée à 101 100\$ pour les sergents et lieutenant-détectives, à 100 000\$ pour les autres policiers syndiqués, à 132 350\$ pour les cadres policiers et à 130 000\$ pour les cadres civils.

- Aucune limite n'est applicable au salaire final des participants policiers syndiqués qui atteindront leur date de retraite facultative d'ici le 31 décembre 2022.

ii) Rente de rattachement

- 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final limité à 55 000 \$ pour les policiers et à 71 000 \$ pour les cadres.

- Aucune limite n'est applicable au maximum des gains admissibles final des participants policiers syndiqués qui atteindront leur date de retraite facultative d'ici le 31 décembre 2022.

Relativement aux années de services postérieures au 30 juin 2005

iii) Rente de base

2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite.

iv) Rente de rattachement

0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

b) Autres participants

Relativement aux années de services postérieures au 30 juin 2005 mais antérieures au 1er janvier 2014

i) Rente de base

2 % de la moyenne des huit meilleurs salaires précédant la date de la retraite, majorée de 0,4%.

ii) Rente de raccordement

-Pour les années de services reconnus entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2008 :

-Aucune prestation de raccordement

-Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2009 :

0,3 % de la moyenne des huit meilleurs salaires précédant la date de retraite, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final (huit ans), majorée de 0,4%.

Relativement aux années de services postérieures au 31 décembre 2013

iii) Rente de base

1,85 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite

iv) Rente de raccordement

0,3 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final.

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes :

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

6. Prestation de décès après la retraite

La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 60 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité de longue durée.

Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation après la retraite

a) Policiers et cadres

Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Nonobstant ce qui précède, l'indexation des rentes est abolie rétroactivement pour les participants actifs au sens de la Loi RRSM et suspendue à compter du 1er janvier 2017 pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM.

b) Autres participants :

Relativement aux années de services reconnues entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2008

Aucune indexation des rentes servies.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2009

Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Nonobstant ce qui précède, l'indexation des rentes est abolie rétroactivement pour les participants actifs au sens de la Loi RRSM et suspendue à compter du 1er janvier 2017 pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM.

9. Règle du 50 % (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50 % de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations

a) Cotisations salariales d'exercice

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

i) Policiers et cadres

Jusqu'au 30 avril 2015 : 9% du salaire

À compter du 1er mai 2015 : 50% de la cotisation d'exercice totale requise en vertu de l'évaluation actuarielle.

ii) Autres participants

Jusqu'au 30 avril 2015 : 8,5% du salaire

À compter du 1er mai 2015 : 50% de la cotisation d'exercice totale requise en vertu de l'évaluation actuarielle.

11. Cotisations patronales

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

12. Cotisations de stabilisation

Les groupes de participants actifs et l'employeur versent, à part égales, à compter du 11 septembre 2016, une cotisation équivalente au coût de l'indexation des rentes après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Toutefois, la cotisation de stabilisation totale ne peut être inférieure à 10 % de la cotisation d'exercice. La cotisation de stabilisation est déterminée de façon indépendante pour le groupe des autres employés ainsi que pour celui des policiers et cadres.

13. Cotisations d'équilibre

Volet antérieur

En plus de la cotisation prévue aux paragraphes précédents, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif du volet antérieur, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi.

Volet courant

Les groupes de participants actifs et l'employeur versent, à parts égales, une cotisation suffisante pour amortir tout manque d'actif du volet courant, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (296 647)	(297 418)
Charge de l'exercice	4 (245 442)	(294 177)
Cotisations versées par l'employeur	5 304 215	294 948
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (237 874)	(296 647)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 10 196 295	9 266 328
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (10 881 782)	(10 010 416)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (685 487)	(744 088)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 447 613	447 441
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (237 874)	(296 647)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (237 874)	(296 647)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 10 196 295	9 266 328
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (10 881 782)	(10 010 416)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (685 487)	(744 088)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 373 655	400 387
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 373 655	400 387
Cotisations salariales des employés	21 (210 891)	(213 655)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 162 764	186 732
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 46 892	57 798
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 209 656	244 530
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 553 326	513 019
Rendement espéré des actifs	33 (517 540)	(463 372)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 35 786	49 647
Charge de l'exercice	35 245 442	294 177

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 814 317	1 046 045
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (517 540)	(463 372)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 296 777	582 673
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 344 163	452 504
Prestations versées au cours de l'exercice	40 391 672	397 670
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 10 196 295	9 266 328
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 453 495	338 637
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,37 %	5,53 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,53 %	5,67 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106			
Description des régimes et autres renseignements				
		2020	2019	
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107			
Régime de retraite par financement salarial	108			
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109			
Autres régimes	110			
	111			

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		2	
Description des régimes et autres renseignements				
REER individuel				
La Ville de Lorraine contribue au REER individuel de ses employés cols blancs et cadres conformément aux conventions en vigueur.				
Régime de retraite par financement salarial de la FTQ.				
La Ville de Lorraine contribue au RRFS-FTQ de ses employés cols bleus conformément à la convention en vigueur.				
		2020	2019	
Charge de l'exercice				
Cotisations de l'employeur				
Régime volontaire d'épargne-retraite	113			
Régime de retraite simplifié	114			
REER	115	201 522	172 531	
Autres régimes	116	35 669	41 758	
	117	237 191	214 289	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019	
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	7	7	

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Cotisations des élus au RREM	119	12 942	12 242
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	43 615	41 254
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122	43 615	41 254
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
	Taxe foncière générale	1	9 618 649	9 618 649	9 318 973
Taxes spéciales					
	Service de la dette	2	1 545 233	1 545 233	1 535 240
	Activités de fonctionnement	3	544 750	544 750	659 974
	Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
	Service de la dette	5			
	Activités de fonctionnement	6			
	Activités d'investissement	7			
Autres					
		8			
		9	11 708 632	11 708 632	11 514 187
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
	Eau	10	1 057 052	1 057 052	832 850
	Égout	11			
	Traitement des eaux usées	12	744 342	744 342	745 592
	Matières résiduelles	13	786 336	786 336	734 136
Autres					
	▪ Forêt du Grand Coteau	14	136 149	136 149	136 149
	▪	15			
	▪	16			
	Centres d'urgence 9-1-1	17	42 822	42 822	41 641
	Service de la dette	18	198 739	198 739	229 600
	Pouvoir général de taxation	19			
	Activités de fonctionnement	20			
	Activités d'investissement	21			
		22	2 965 440	2 965 440	2 719 968
Taxes d'affaires					
	Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
	Autres	24			
		25			
		26	2 965 440	2 965 440	2 719 968
		27	14 674 072	14 674 072	14 234 155

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalizations	Réalizations
		Réalizations	2020	Réalizations
		2020	2020	2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
	Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
	Taxes sur la valeur foncière	28		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	29		
	Taxes d'affaires	30		
	Compensations pour les terres publiques	31		
		32		
	Immeubles des réseaux			
	Santé et services sociaux	33	34 326	34 326
	Cégeps et universités	34		
	Écoles primaires et secondaires	35	125 480	123 013
		36	159 806	156 602
	Autres immeubles			
	Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
	Taxes sur la valeur foncière	37		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	38		
	Taxes d'affaires	39		
		40		
		41	159 806	156 602
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
	Taxes sur la valeur foncière	42		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	43		
	Taxes d'affaires	44		
		45		
ORGANISMES MUNICIPAUX				
	Taxes sur la valeur foncière	46		
	Taxes sur une autre base			
	Taxes, compensations et tarification	47		
		48		
AUTRES				
	Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
	Autres	50		
		51		
		52	159 806	156 602

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54		1 011	13 565
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	4 231	4 231	24 602
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	46 727	46 727	59 688
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	46 727	46 727	58 538
Traitement des eaux usées	70		223	2 661
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	125 656	125 656	125 495
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75	10 294	10 294	6 581
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale		
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	80		
	Sécurité du revenu	81		
	Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	83		
	Rénovation urbaine	84		
	Promotion et développement économique	85		
	Autres	86		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	87	6 756	2 192
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	88	55 038	44 654
	Autres	89	1 312	3 097
	Réseau d'électricité	90		
		91	296 741	341 073

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93	14 791	14 791	
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			455 347
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	38 667	38 667	
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			14 788
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	119		
	Sécurité du revenu	120		
	Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	122		
	Rénovation urbaine	123		
	Promotion et développement économique	124		
	Autres	125	3 370 051	3 370 051
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	126		9 850
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	127		12 604
	Autres	128		
	Réseau d'électricité	129		
		130	3 423 509	3 423 509
				492 589

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
	Péréquation	132		
	Neutralité	133		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	225 137	164 905
	Fonds de développement des territoires	136		
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137		
	Dotations spéciales de fonctionnement	138	78 812	78 812
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
	Autres	140	885 628	3 178
		141	1 189 577	168 083
	TOTAL DES TRANSFERTS	142	4 909 827	1 001 745

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147	46 049	64 146	75 666
Sécurité incendie	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	46 049	64 146	75 666
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	46 049	64 146
			75 666

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186		10 885	
Autres	187	29	29	16 823
	188	29	10 914	16 823
Sécurité publique				
Police	189		111 080	104 365
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193		111 080	104 365
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212	10 528	10 528	12 970
	213	10 528	10 528	12 970

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	214				
Sécurité du revenu	215				
Autres	216				
	217				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	218				
Rénovation urbaine	219				
Promotion et développement économique	220				
Autres	221	400	400		702
	222	400	400		702
Loisirs et culture					
Activités récréatives	223				
Activités culturelles					
Bibliothèques	224				
Autres	225	75 649	75 649		262 629
	226	75 649	75 649		262 629
Réseau d'électricité	227				
	228	86 606	208 571		397 489
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	132 655	272 717		473 155

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	48 942	48 942	53 648
Droits de mutation immobilière	231	1 996 090	1 996 090	1 336 734
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	2 045 032	2 045 032	1 390 382
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	216 459	573 579	500 169
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	155 293	162 447	228 658
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	16 306	16 122	1 983
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	3 060 430	3 177 616	89 762
	247	3 076 736	3 193 738	91 745
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	489 820	35 011	524 831	496 344
Greffé et application de la loi	2	256 998	2 993	259 991	269 125
Gestion financière et administrative	3	703 546	52 508	756 054	702 000
Évaluation	4	34 340		34 340	172 612
Gestion du personnel	5	43 816		43 816	52 208
Autres					
▪ Comm, DG et autres	6	1 462 620	46 530	1 509 150	1 278 687
▪ Technologies de l'information	7	7 992	715	8 707	
	8	2 999 132	137 757	3 136 889	2 970 976
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	2 867 385		2 867 385	3 142 685
Sécurité incendie	10	547 079		547 079	503 772
Sécurité civile	11				
Autres	12	9 991	17 227	27 218	11 463
	13	3 424 455	17 227	3 441 682	3 657 920
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	889 385	777 931	1 667 316	1 630 599
Enlèvement de la neige	15	374 865	897	375 762	411 717
Éclairage des rues	16	89 733	10 382	100 115	132 593
Circulation et stationnement	17	32 111	10 375	42 486	44 548
Transport collectif					
Transport en commun	18	538 439	1 338	539 777	746 055
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21		50 907	50 907	50 906
	22	1 924 533	851 830	2 776 363	3 016 418

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23 562 801		562 801	562 801	652 517
Réseau de distribution de l'eau potable	24 375 315	461 772	837 087	837 087	795 475
Traitement des eaux usées	25 428 366		428 366	602 453	733 417
Réseaux d'égout	26 250 167		250 167	250 167	224 622
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27 326 122	15 515	341 637	341 637	346 351
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29 162 719		162 719	162 719	158 866
Tri et conditionnement	30 74 816		74 816	74 816	72 376
Matières organiques					
Collecte et transport	31 200 198		200 198	200 198	218 458
Traitement	32 123 897		123 897	123 897	112 186
Matériaux secs	33 92 742		92 742	92 742	90 040
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38 186 325		186 325	186 325	181 704
Autres	39 107 509		107 509	107 509	107 509
	40 2 890 977	477 287	3 368 264	3 542 351	3 693 521
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Non audité					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	281 202	244 721	525 923	382 656
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52	281 202	244 721	525 923	382 656
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	929 258		929 258	1 171 440
Piscines, plages et ports de plaisance	54	87 891		87 891	81 431
Parcs et terrains de jeux	55	143 602		143 602	159 364
Parcs régionaux	56	873 484	266 200	1 139 684	1 244 507
Expositions et foires	57				
Autres	58	40 258		40 258	111 956
	59				
	60	2 074 493	266 200	2 340 693	2 768 698
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	455 377	83 535	538 912	557 744
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	455 377	83 535	538 912	557 744
	67	2 529 870	349 735	2 879 605	3 326 442

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	515 948	515 948	520 522	552 933
Autres frais	70			269	302
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71			35 780	49 634
Autres	72	59 916	59 916	60 378	98 079
	73	575 864	575 864	616 949	700 948
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	2 078 557 (	2 078 557)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Lorraine | 73025 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale			
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	75 169	75 169	210 630
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3			9 846
	Conduites d'égout	4			147 851
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	332 750	332 750	579 612
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			34 830
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	97 492	97 492	36 933
	Autres infrastructures	11	3 369 367	3 369 367	155 681
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13			
	Édifices communautaires et récréatifs	14	9 415	9 415	42 750
	Améliorations locatives	15		1 156	1 400
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	37 171	62 930	44 121
	Ameublement et équipement de bureau	18	93 933	126 935	118 791
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	94 910	130 813	109 382
	Terrains	20	210 000	210 000	
	Autres	21			
		22	4 320 207	4 416 027	1 491 827

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	75 169	75 169	210 630
	Usines de traitement de l'eau potable	24			
	Usines et bassins d'épuration	25			9 846
	Conduites d'égout	26			147 851
	Autres infrastructures	27	3 799 609	3 799 609	807 056
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28			
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31			
	Autres infrastructures	32			
	Autres immobilisations	33	445 429	541 249	316 444
		34	4 320 207	4 416 027	1 491 827

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	85 694	15 282	85 694	15 282
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 494 758		26 124	1 468 634
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	15 508 708	89 116	675 642	14 922 182
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	17 089 160	104 398	787 460	16 406 098
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 671 319		258 422	3 412 897
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 671 319		258 422	3 412 897
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 671 319		258 422	3 412 897
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 671 319		258 422	3 412 897
	19	20 760 479	104 398	1 045 882	19 818 995
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	20 760 479	104 398	1 045 882	19 818 995

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	19 643 600
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	427 928
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	15 282
Débiteurs	9	3 412 897
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	123 931
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	16 519 418
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	247 504
Endettement net à long terme	17	16 766 922
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	62 296
Autres organismes	20	939 000
Endettement total net à long terme	21	17 768 218
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	17 768 218
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
	Grefe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3	297 592	304 764
Sécurité publique				
	Police	4	2 502 472	356
	Sécurité incendie	5		
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	537 284	739 516
	Autres	10		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11	428 366	53 242
	Matières résiduelles	12		
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15		
Santé et bien-être				
	Logement social	16		
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18		
	Rénovation urbaine	19		
	Promotion et développement économique	20		
	Autres	21		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22		
	Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité				
		24		
		25	3 765 714	1 044 280

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 288 255	1 403 654
Frais de financement	4	31 952	3 153
Autres	5		
	6	4 320 207	1 406 807

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	15,24	33,75	26 750,00	1 441 686	361 126	1 802 812
Professionnels						
3 Colis blancs	21,35	33,75	37 471,00	1 040 351	227 116	1 267 467
4 Colis bleus	12,36	37,00	23 774,00	763 443	147 750	911 193
5 Policiers						
6 Pompiers						
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8	48,95		87 995,00	3 245 480	735 992	3 981 472
9	7,00			374 358	90 494	464 852
10	55,95			3 619 838	826 486	4 446 324

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
11 Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
12 Réseau de distribution de l'eau potable	46 727	38 667			85 394
13 Traitement des eaux usées					
14 Réseaux d'égout					
15					
16	1 421 229	3 370 051	11 606	21 547	4 824 433
17	1 467 956	3 408 718	11 606	21 547	4 909 827

Autres renseignements financiers non audités 2020 | 543 |

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	12 160	23 041
	4	12 160	23 041
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	209 863	221 500
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	209 863	221 500
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	214 033	239 386
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	214 033	239 386
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	68 661	77 329
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	68 661	77 329
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	71 147	80 897
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	71 147	80 897
Réseau d'électricité			
	40		
	41	575 864	642 153

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Patrick Archambault	Conseiller	26 537	13 270	3 886	1 943
Pierre Barrette	Conseiller	25 646	12 824		
Jean Comtois	Maire	72 625	17 044	24 262	
Martine Guilbault	Conseiller	27 429	13 715	572	286
Diane D. Lavallée	Conseiller	25 646	12 824		
Jocelyn Proulx	Conseiller	27 429	13 715	2 861	1 431
Lyne Rémillard	Conseiller	26 537	13 270		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | |
|--|---|--------------------------|--|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ 500 000 \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | |
|--|---|--------------------------|---------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | _____ \$ | |

- | | | | |
|---|---|--------------------------|---------------------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> |
|---|---|--------------------------|---------------------------------------|

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	_____ \$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	_____ \$
Ligne 13 : Débiteurs	15	_____ \$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	_____ \$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	_____ \$
Ligne 18 : Créiteurs et charges à payer	18	_____ \$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22 _____		\$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25 _____		751 627 \$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28 _____		\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31 _____		\$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input checked="" type="checkbox"/>	33 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38 _____		\$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input type="checkbox"/>	40 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41 _____		\$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input type="checkbox"/>	43 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	44 _____		\$
b) autres formes d'aide	45 _____		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 2020-03-57
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2020-03-10
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)

68 _____

- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Lorraine | 73025 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la **Ville de Lorraine**

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la **Ville de Lorraine** (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 1er juin 2021

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	14 674 072
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	278 455
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	42 822
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>14 352 795</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 390 962 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 397 582 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 394 272 000</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,0294 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Ville de Lorraine | 73025 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 648 352
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	1 548 732
Activités de fonctionnement	3	546 370
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	11 743 454

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	995 000
Égout	11	744 345
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	764 000
Autres		
▪ Forêt du grand Coteau	14	136 188
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	47 000
Service de la dette	18	201 091
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 887 624
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 887 624
	27	14 631 078

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	34 865
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	125 135
	9	160 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	160 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	160 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DECEMBRE 2021

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1		x	/100 \$				
2	1 374 023 381 x	0,6673	/100 \$				9 168 858
3	x		/100 \$				
4	16 179 219 x	2,3924	/100 \$				387 072
5	x		/100 \$				
6		x	/100 \$				
7	6 924 600 x	1,3347	/100 \$				92 422
8	x		/100 \$				
9							9 648 352
10	1 397 127 200 x	0,1109	/100 \$				1 548 732
11	x		/100 \$				
12	x		/100 \$				
13	x		/100 \$				
14	x		/100 \$				
15	x		/100 \$				
16	x		/100 \$				
17	x		/100 \$				
18							1 548 732
							1 548 732

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
19	1 397 127 200 x	0,0391 /100 \$	546 370				
Activités de fonctionnement (taux unique)							
Activités de fonctionnement (taux variés)							
20		/100 \$					
21		/100 \$					
22		/100 \$					
23		/100 \$					
Terrains vagues desservis							
24		/100 \$					
25		/100 \$					
26		/100 \$					
27			546 370				546 370
Total							
Taxes spéciales							
28		/100 \$					
Activités d'investissement (taux unique)							
Activités d'investissement (taux variés)							
29		/100 \$					
30		/100 \$					
31		/100 \$					
32		/100 \$					
Terrains vagues desservis							
33		/100 \$					
34		/100 \$					
35		/100 \$					
36							
Total							
Valeur locative imposable							
37		x %					
Taxe d'affaires sur la valeur locative							

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<u>150,00 \$</u>
Égout	2	<u>215,00 \$</u>
Eau et égout	3	<u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4	<u>\$</u>
Matières résiduelles	5	<u>190,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Forêt du grand Coteau	39,0000	7 - autres (préciser)	Unitaire
Assainissement commerces	0,3359	7 - autres (préciser)	Mètre cube
Matières résiduelles - condos	40,0000	7 - autres (préciser)	Unitaire
Matières résiduelles - variable		7 - autres (préciser)	Tranches variables

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	14 631 078
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u> </u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	<u> </u>
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	<u> </u>

Déduire

Taxes d'affaires	5	<u> </u>
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	<u> </u>
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	279 108
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	47 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>14 304 970</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	<u>1 397 127 200</u>
---	-----------	-----------------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<u>1,0239 / 100 \$</u>
--	-----------	-------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	410 327			88 226		
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4				29 270		
Autres	5	52 205			5 016		
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	462 532			122 512		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	1 11 244 901		11 743 454
De secteur	2		
Autres	3		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	4 171 821		201 091
Autres	5 2 582 312		2 639 533
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	6		
Autres	7		
	8 13 999 034		14 584 078

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____	\$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27 _____	2020-12-09	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28 _____	18 280 542 \$	
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29 _____	1 720 600 \$	
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30 _____	477 774 \$	
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31 _____	521 154 \$	